

Jane Jenson et Mariette Sineau : *Mitterrand et les Françaises.*
Un rendez-vous manqué

Diane Lamoureux

Volume 8, Number 1, 1995

Femmes, populations développement

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057837ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057837ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lamoureux, D. (1995). Review of [Jane Jenson et Mariette Sineau : *Mitterrand et les Françaises. Un rendez-vous manqué*]. *Recherches féministes*, 8(1), 209–212.
<https://doi.org/10.7202/057837ar>

représentation au sens de performance pour toute écriture au féminin : les écrits de femmes se donnant ici en spectacle et en rappel de surcroît !

Les éditrices de *Tessera* ont senti en 1983 la nécessité de créer un lieu de parole où les écrivaines pouvaient prendre leur place dans l'institution littéraire mais sans compromis, à partir d'une écriture cherchant à renouveler l'ordre syntaxique et à proposer de nouvelles structures narratives, de nouveaux modes de subjectivité. Cette solidarité entre écrivaines devait, entre autres, passer par un dialogue plus étroit entre anglophones et francophones, trouver entre elles des points de convergence, accepter les dissonances. Mais certaines femmes d'autres origines ethniques ou culturelles ont pu se sentir un peu mises à l'écart parfois. La synthèse de Barbara Godard n'évite pas ce point sensible, au contraire on y perçoit une volonté d'illustrer et d'interroger, au moyen de l'expérience vécue à *Tessera*, les inévitables contradictions au sein même de la théorie féministe et de montrer le caractère hétérogène non pas *du* féminisme mais *des* féminismes.

Caroline Barrett
Département d'Études françaises
Université Queen's

Jane Jenson et Mariette Sineau : *Mitterrand et les Françaises. Un rendez-vous manqué.* Paris, Presses de la Fondation des sciences politiques, 1995, 386 p.

L'ouvrage de Jenson et Sineau, comme l'indique le sous-titre, traite d'une déception. À l'heure des bilans du double septennat de François Mitterrand, celui-ci ne contribuera pas, non plus, à redorer son blason. Après avoir véhiculé une conception de la modernisation qui incluait les femmes, après les avoir fait pencher à gauche, le président Mitterrand n'a pas été à la hauteur de ses propositions, et les femmes demeurent largement laissées-pour-compte de la modernité, surtout lorsque celle-ci prend la forme de la « rigueur » et de la restructuration économique néo-libérale.

L'ouvrage est divisé en deux parties. La première traite de l'infléchissement de tendance au sein de l'électorat féminin en faveur du candidat Mitterrand, alors que la seconde analyse les réalisations du président depuis 1981. Le tout est précédé d'une introduction qui cherche à situer les femmes dans la double perspective de la modernisation et de la citoyenneté. À ce sujet, les auteures soulignent, fort justement, d'abord que « [l]a réalisation de la citoyenneté pour les femmes exige non seulement qu'elles obtiennent l'égalité politique et civile, mais que le concept d'individu s'élargisse jusqu'à ce qu'il devienne la représentation paradigmatique de la société » (p. 15), ce qui rend d'autant plus difficile à comprendre que la « fraternité » et les droits sociaux leur apparaissent comme le moyen privilégié de penser l'accès égalitaire des femmes à la citoyenneté et, ensuite, que « [b]énéficiaires de la modernité, les femmes sont aussi « terrain d'épreuve » de celle-ci » (pp. 24-25).

La première partie de l'ouvrage est donc structurée autour de la perspective suivante : « l'image d'un François Mitterrand précurseur et pourrait-on dire visionnaire. Montrant une intelligence exceptionnelle des nouveaux rôles

sociaux que sont appelées à jouer les Françaises, il est le premier homme politique à mettre les femmes au cœur de sa stratégie d'accès au pouvoir » (p. 25). On y insiste particulièrement sur le rôle d'un club politique, le Mouvement démocratique féminin, dont le soutien à Mitterrand ne s'est jamais démenti au cours de sa lente quête de la magistrature suprême, un mouvement qui a très rapidement lié sa vision du féminisme égalitaire à une présence dans les institutions politiques susceptibles de soutenir ses objectifs.

Les auteures soulignent d'abord que François Mitterrand a saisi plus vite que les autres hommes politiques le changement qui se produisait dans les mœurs au milieu des années 1960 en prenant rapidement position en faveur de la planification des naissances, phénomène de singularisation dans une classe politique qui, des gaullistes aux communistes, était fortement imprégnée d'une pensée démographique nataliste. « Dès 1965, il se montre novateur et précurseur en faisant de la régulation des naissances un des axes de sa campagne » (p. 56). Ensuite, elles situent le projet de Mitterrand dans la logique d'une gauche républicaine « moderne » fortement attachée aux libertés individuelles et favorisant l'épanouissement des individus, y compris les femmes. Par la suite, elles insistent sur le fait que Mitterrand propose des mesures sociales permettant aux femmes de mieux concilier travail salarié et maternité. Finalement, Jenson et Sineau mentionnent que « [l]a principale innovation du contre-gouvernement [cabinet fantôme créé par Mitterrand en mai 1966] réside, précisément, dans l'institution d'un ministère de la Promotion de la femme » (p. 72), ce qui soutient leur évaluation du caractère avant-gardiste des positions de Mitterrand en ce domaine.

Cette orientation vers les femmes se poursuivra tout au long des années 1970, lorsque le nouveau Parti socialiste (PS) issu du congrès d'Épinay entreprend d'intégrer les femmes, et principalement les femmes salariées, à sa conception du « front de classe » (p. 85). Cependant, l'émergence d'un mouvement féministe subissant l'influence de la mouvance gauchiste et particulièrement réfractaire à l'*establishment* politique va ralentir la conquête de l'électorat féminin par le PS. Par ailleurs, le septennat de Giscard se réclamera également de la modernisation par les femmes, quoique les deux principales mesures « féministes » de cette période, soit l'avortement et le divorce, n'aient été votées qu'à cause du soutien des élues et des élus socialistes et communistes. En outre, dans la deuxième moitié des années 1970, le PS fera face à une contestation féministe dans ses rangs, contestation qui donnera des résultats mitigés puisque le courant féministe ne réussit pas à s'imposer dans les luttes de courants qui caractérisent ce parti, ni à obtenir les quotas de candidatures féminines au moment de la confection des listes électorales; cependant, la proportion de femmes dans les instances du parti augmente.

La première partie de l'ouvrage se conclut sur une analyse des présidentielles de 1981. Trois éléments retiennent l'attention des auteures : d'abord, ce qui permet la victoire de Mitterrand, c'est que, pour la première fois, « une majorité absolue de Françaises votent pour la gauche » (p. 140); ensuite, l'élection législative qui suit immédiatement la présidentielle, si elle témoigne d'un raz-de-marée socialiste, laisse inchangée la proportion de femmes parlementaires, ce qui indique que la confection des listes électorales n'a pas tenu compte de la volonté d'une meilleure représentation politique des femmes;

enfin, Mitterrand se prononce ouvertement en faveur d'un féminisme égalitaire qu'il annexe à la tradition républicaine.

La deuxième partie traite de deux septennats. Le bilan n'est pas extraordinaire puisque l'enthousiasme des débuts s'érode rapidement sous l'effet de la crise économique et des politiques de rigueur dont les femmes font les frais. Cinq éléments sont abordés : la création du ministère des Droits de la femme, les mesures en faveur des travailleuses, la politique familiale, les politiques liées à l'intégrité physique des femmes et la place des femmes dans les instances politiques.

Le ministère des Droits de la femme constitue une innovation de l'ère mitterrandienne, d'autant plus qu'il est occupé par une féministe (égalitaire, certes) avouée et qu'il dispose de ressources budgétaires non négligeables. Cependant, dès le début, le Ministère se heurte à des difficultés importantes pour traduire le programme électoral par rapport aux femmes en réalité. Ainsi, le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale nécessitera un travail de longue haleine qui fera appel autant à la mobilisation des féministes à l'intérieur du PS qu'à la mobilisation des groupes féministes sur le terrain.

Les mesures en faveur des travailleuses s'étioleront également au fur et à mesure que le gouvernement se ralliera à des objectifs de rigueur économique : « L'engagement politique qui avait été pris de garantir l'autonomie à travers l'indépendance économique a commencé à vaciller quand les socialistes, adhérant au néolibéralisme se sont mis à tolérer les "différences". L'objectif initial, qui était de réaliser l'égalité des chances, tend à occulter les obstacles structurels qui font précisément écran à la réalisation de l'égalité réelle » (p. 211).

Dans le domaine de la politique familiale, l'orientation suivie sera résolument nataliste. On passe rapidement d'une politique orientée vers l'égalité des sexes dans les familles – quoiqu'il y ait quelques avancées à cet égard – à une politique favorisant la « production » d'enfants, dans laquelle on peut ranger l'allocation parentale d'éducation. Cela a pour résultat une politique familiale schizophrénique où, « [d']un côté, Yvette Roudy se fait l'ordonnatrice de réformes qui visent à parachever l'égalité des deux membres du couple, à promouvoir l'autonomie des femmes et à éliminer du droit toute trace de domination patriarcale. De l'autre, et dans le même temps, Georgina Dufoix édicte des mesures en direction des familles nombreuses et incite les femmes à s'occuper elles-mêmes de leurs enfants » (p. 265).

En ce qui concerne le respect de l'intégrité physique des femmes, le bilan est aussi mitigé. Le grand raté, c'est évidemment l'échec de la loi antisexiste, qui voulait réprimer les délits de sexisme un peu sur le même mode que les délits de racisme. Le projet de loi présenté par Yvette Roudy suscite une levée de boucliers au nom de la défense de la liberté et de la lutte contre le puritanisme, ce qui oblige la ministre à le retirer rapidement d'autant plus qu'elle est « lâchée » par le gouvernement et le président. Quant à la violence contre les femmes, les mesures concernant le viol, la violence conjugale et le harcèlement sexuel seront des plus édulcorées.

Enfin, les auteures abordent la présence des femmes dans les institutions politiques. Là encore, il y a un fossé entre les intentions et les réalisations. « Au lieu, comme il l'avait promis, de réformer les institutions de la Cinquième République qui font barrage à l'entrée des femmes en politique, François Mitterrand se contentera, une fois élu président de la République, d'user de son

pouvoir de nomination pour placer quelques femmes à certains postes politiques en vue » (pp. 305-306). L'idée des quotas est en effet écartée par le Conseil constitutionnel; la représentation proportionnelle, en l'absence de quotas, ne permet pas aux femmes d'atteindre les têtes de listes. Le seul domaine où il y ait progrès, c'est dans l'utilisation du pouvoir de nomination pour promouvoir l'accès de femmes à des postes importants dans les cabinets ministériels et même l'innovation que représente la nomination d'une femme, Édith Cresson, au poste de première ministre en 1991. Pourtant, « [l]a gauche au pouvoir n'aura laissé aucune trace structurelle, aucune réforme institutionnelle de nature à faciliter la participation des femmes aux affaires publiques, ni le renouvellement du personnel politique » (p. 336).

Après un tel parcours, on se doute que le bilan que tirent Jenson et Sineau est loin d'être globalement positif. Pour elles, « [l]e rendez-vous entre la République mitterrandienne et les Françaises aura bel et bien été manqué » (p. 338), et ce, parce que les deux septennats de Mitterrand, s'ils ont permis de parachever, pour l'essentiel, l'atteinte de l'égalité formelle, n'ont pas permis de réaliser le deuxième volet du projet mitterrandien des années 1960 et 1970, à savoir garantir l'autonomie des femmes « *via* le droit à l'emploi et *via* le droit à l'égalité de rémunération » (p. 342).

Cet ouvrage constitue donc un bilan extrêmement bien documenté du double septennat de Mitterrand en ce qui concerne les femmes. Plus encore, en montrant la place qu'ont joué les enjeux d'égalité entre les sexes dans la recomposition de la gauche non communiste française dans la deuxième moitié des années 1960, Jenson et Sineau nous permettent de comprendre les difficultés qu'il y a à remettre l'amélioration du statut des femmes à des organisations politiques dont c'est loin de constituer la priorité essentielle et elles soulignent à quel point nous sommes loin de vivre dans une ère post féministe.

*Diane Lamoureux
Département de science politique
Université Laval*

Nicole Mosconi : *Femmes et savoir. La société, l'école et la division sexuelle des savoirs*. Paris, L'Harmattan, 1994, 362 p.

À l'origine de l'ouvrage de Nicole Mosconi et des recherches qu'il présuppose, se profile la question que l'auteure, professeure à l'Université de Paris-Nanterre, se pose à son propre sujet (p. 7) : Pourquoi a-t-elle dû attendre d'avoir presque quarante ans pour pouvoir reconnaître en elle et tenter de satisfaire, sans culpabilité excessive et sans conflits paralysants, son désir de « faire de la recherche » et de « créer du savoir » ? »

Afin de répondre à cette question, Mosconi recourt à des disciplines assez difficilement conciliables : la sociologie et la psychanalyse. Il faut dire que l'auteure préfère à la théorie freudienne la conception non sexiste de Mélanie Klein, ou celle de Mendel qui remet en question l'idée de nature masculine et féminine, rappelant que la masculinité et la féminité sont des constructions sociales. En ce qui a trait aux théories sociologiques, l'auteure se situe à la fois